

bien laisser le dollar canadien perdre de sa valeur, avec les répercussions inflationnistes que cela comporte comme la planche à billets, ou bien laisser augmenter les taux d'intérêt. Le secteur privé ne peut pas se permettre de supporter longtemps une nouvelle hausse des taux d'intérêt qui pourrait se prolonger. Si nous adoptons cette ligne de conduite, nous allons immédiatement acculer à la faillite petits entrepreneurs, agriculteurs et particuliers qui n'ont pas eu le temps nécessaire pour se ressaisir depuis la dernière hausse dévastatrice des taux d'intérêt.

Notre gouvernement fédéral est incapable de maîtriser ses dépenses et nous demande maintenant l'autorisation d'emprunter encore 29 milliards de dollars. Mon collègue le député de Vancouver Quadra (M. Clarke) a mis en lumière une donnée tout à fait étonnante lorsqu'il a déclaré que le gouvernement demandait à emprunter l'équivalent de 93 p. 100 de tout l'argent que les Canadiens espèrent mettre de côté au cours de l'année, ce qui ne laissera pas grand-chose pour les autres qui voudraient emprunter. Je m'inquiète vivement de cette situation, monsieur le Président. A mon avis, nous avons le devoir, en tant que députés, d'examiner à fond les besoins du gouvernement avant de l'autoriser à emprunter, et c'est ce que nous entendons faire.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, je tiens à faire savoir à la Chambre que de concert avec mes collègues je compte me prononcer contre le projet de loi C-21 par lequel le gouvernement nous demande de l'autoriser à emprunter 29.55 milliards de dollars. Une fois que j'aurai passé quelques minutes à expliquer pourquoi nous nous y opposons, je pense que même certains députés ministériels vont se demander comment ils ont pu envisager un seul instant d'appuyer ce projet de loi.

Certains de mes préopinants ont signalé que l'une des choses les plus troublantes à propos de ce projet de loi, c'était le désir du gouvernement d'emprunter 4 milliards de dollars supplémentaires pour se constituer un fonds d'urgence. Je trouve que c'est là une demande particulièrement répugnante de la part d'un gouvernement qui s'apprête à déclencher des élections. Ces dernières années, le gouvernement dans son ensemble a démontré qu'il était incapable de faire face aux problèmes avec lesquels les Canadiens sont aux prises. J'aimerais rappeler certains des projets du gouvernement qui se sont soldés par un échec.

Je constate que le ministre du Revenu national (M. Bussiès) est parmi nous. J'imagine qu'il n'aime pas beaucoup que nous lui rappelions trop souvent des échecs comme celui de la société Consolidated Computer dans laquelle ses collègues et lui ont englouti en 24 mois 100 millions de dollars. La société a par la suite été liquidée et les contribuables canadiens ont réussi à récupérer quelques centaines de milliers de dollars. Il faut considérer ce que nous coûtent par emploi de pareils investissements, et notamment ceux de Canadair, et les pertes pour les contribuables canadiens que représente la location par le gouvernement fédéral de l'immeuble à bureaux d'en face qui reste vide. Le gouvernement paie en effet un million de dollars par mois pour louer des locaux qui restent inoccupés. On ne peut que se demander quel genre d'incompétence règne au sein du gouvernement et certainement au sein du cabinet.

Comme l'ont fait remarquer d'autres orateurs avant moi, le gouvernement se présente devant nous pour solliciter un pouvoir d'emprunt qui absorbera plus de 90 p. 100 des épargnes

des Canadiens au cours de l'année qui vient. A la même époque l'année prochaine, ce pouvoir d'emprunt coûtera \$800 pour chaque homme, femme et enfant au Canada uniquement pour payer l'intérêt de la dette. Il est phénoménal que la dette augmente à un tel rythme que, compte tenu des emprunts des sociétés d'État, elle s'élève à au moins 160 millions de dollars. Comme d'autres l'ont fait remarquer, il nous en aura coûté 17.6 milliards de dollars en 1983 rien que pour payer les intérêts sur cette dette énorme.

J'aimerais m'attarder quelques instants à parler de ma circonscription et à expliquer les problèmes que le gouvernement s'est créés pour lui-même et pour le Canada non seulement par ses emprunts mais surtout par ses dépenses. Ma circonscription est très vaste et occupe plus du tiers de la superficie de la Colombie-Britannique. Depuis deux ans et demie, le gouvernement fédéral y a fait des dépenses directes en immobilisations plus fortes que dans n'importe quelle autre circonscription du pays. On penserait donc qu'il s'y crée énormément d'emplois, que tout le monde s'en porte merveilleusement bien et que les petites entreprises font d'excellentes affaires. Je vous donnerai cependant deux exemples, monsieur le Président, qui illustrent bien à mon avis le manque de vision qui caractérise les activités du gouvernement et qui expliquent pourquoi le chômage sévit toujours dans ma circonscription qui pourtant bénéficie des plus fortes dépenses fédérales directes en immobilisations. Dans certaines régions, le chômage atteint en effet un taux de 90 p. 100 qui oscille toujours autour de 30 p. 100 pour l'ensemble de ma circonscription.

Le terminal de l'île Ridley constitue un exemple d'important projet dont le gouvernement n'arrête pas de se vanter. Il semble que le gouvernement ne cesse pas d'envoyer des ministres à Prince Rupert pour y couper des rubans, et je me réjouis de les voir venir chez nous. C'est très bien. Nous tous à la Chambre sommes cependant quelque peu troublés de voir le gouvernement participer à l'achat de l'élevateur récupérateur de charbon au Japon. Ce sont surtout des Américains qui sont chargés des travaux de construction maritime pour l'aménagement des docks et une société suédoise qui se charge du plus gros des travaux de coulage du béton pour les silos à céréales.

On avait promis aux habitants de Prince Rupert la création d'un grand nombre d'emplois permanents à long terme grâce au projet de l'île Ridley, mais il semble bien maintenant que ce projet dont les mérites ont été vantés dans tout le pays par les membres du cabinet créera moins de 150 emplois permanents. Ce ne sont pas les habitants de ma circonscription qui en profiteront.

Il y a également la ligne du CN reliant Prince Rupert et Red Pass à Smithers à l'égard de laquelle les dépenses ont été parmi les plus élevées depuis 8 mois et le resteront encore durant un an. Le matériel d'aiguillage vaut à lui seul plus de 125 millions de dollars. Là encore, comme le gouvernement se révèle incapable de prévoir et de planifier, presque tout ce matériel est fabriqué aux États-Unis. Si le gouvernement essaie de dire aux Canadiens qui sont sans emploi que nous ne pouvons pas fabriquer nous-mêmes et installer du matériel d'aiguillage au Canada, alors que nous avons l'un des plus grands réseaux ferroviaires du monde, c'est qu'il y a vraiment quelque chose qui cloche.